



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



REVUE DE PRESSE SECTORIELLE

AGRICULTURE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N°2 Février 2022

## En bref

- L'Inde enregistre une baisse de ses exportations de riz basmati
- Les secteurs de l'élevage, de la laiterie et de la pêche identifiés comme des secteurs à forte croissance
- L'APEDA suspend l'accréditation d'une entreprise de certification de produits biologiques
- Une campagne pour cultiver l'aubergine génétiquement modifiée, illégale en Inde, annoncée dans l'Etat du Maharashtra
- Le département des engrais présente un projet de loi sur la gestion des engrais
- Le conflit entre l'Ukraine et la Russie pourrait avoir des effets mitigés sur le secteur agricole indien
- Le gouvernement annonce le budget pour l'exercice 2022-2023

## Revue de presse

### Baisse des exportations indiennes de riz basmati

[Les exportations indiennes de riz basmati ont diminué](#) de près de 19 % pour atteindre 2,75 millions de tonnes d'une valeur de 2 382 millions de dollars, contre 3,38 millions de tonnes d'une valeur de 2 947 millions de dollars pour la période avril-décembre de l'année précédente. L'une des raisons invoquées est la baisse de la production de riz basmati en 2021, qui a chuté de 15 % par rapport à l'année précédente en raison de précipitations inopportunes pendant la saison des récoltes. Les exportations vers l'Iran, l'un des principaux acheteurs de riz basmati indien, ont également ralenti en raison de la baisse de ses réserves en roupies. La troisième raison invoquée est la baisse des exportations vers l'Union européenne, laissant la place aux expéditions de riz basmati du Pakistan vers la région. Cette baisse est attribuée au problème des résidus de pesticides dans le riz. Les exportations devaient augmenter au cours du dernier trimestre de 2021-2022, mais [le doublement des taux de fret pour les expéditions vers l'Asie occidentale](#) depuis le début du mois de février a commencé à affecter les exportations vers la région.

### Les secteurs de l'élevage, de la laiterie et de la pêche identifiés comme des secteurs à forte croissance

Selon l'étude économique 2021-22 publiée par le gouvernement indien, [les secteurs de l'élevage, de la laiterie et de la pêche apparaissent comme des secteurs à forte croissance](#). La disponibilité de lait par habitant en Inde est passée à 427 grammes par jour en 2020-21, contre 319 grammes en 2014-15. La disponibilité de viande par habitant a augmenté à 6,52 kg par an en

2020-21, contre 5,32 kg par an en 2014-15. La disponibilité des œufs s'est améliorée pour atteindre 91 œufs par personne et par an, contre 62 en 2014-15. Le secteur de l'élevage a contribué à hauteur de 29,35 % (2019-20) à la valeur ajoutée brute (VAB) totale de l'agriculture et des secteurs connexes, contre 24,32 % en 2014-15. Il a constitué une source de revenus stable pour les ménages agricoles, représentant environ 15 % de leur revenu mensuel moyen.

### L'APEDA suspend une entreprise de certification de produits biologiques

L'Agricultural and Processed Food Products Export Development Authority (APEDA) a [suspendu l'accréditation et sanctionné une entreprise de certification de produits biologiques pour violation](#) de la réglementation nationale dans le processus de certification. Il a été constaté que la société, TQ Cert, avait certifié plus de 200 groupes d'agriculteurs dans l'État central de Madhya Pradesh, sans que les agriculteurs en soient informés. Les produits de quelque 294 groupes de producteurs qui commercialisaient des produits conventionnels passaient pour des produits biologiques et l'achat de coton biologique auprès de 150 groupes de producteurs n'a pas été effectué conformément à l'accord signé avec l'acheteur. Une inspection inopinée des groupes de producteurs par le comité d'évaluation de l'APEDA a révélé que les agriculteurs utilisaient des intrants chimiques et des graines de coton génétiquement modifiées, ce qui est interdit en agriculture biologique. La société a fait l'objet d'un examen minutieux après que l'APEDA a reçu des plaintes de pays importateurs, dont l'UE, qui se sont plaints de la présence d'oxyde d'éthylène (ETO) dans des produits biologiques provenant d'agriculteurs ou exportés par ceux certifiés par la société. L'enquête sur l'agence de

certification a mis en lumière plusieurs violations du système, sur lesquelles l'APEDA et le ministère du Commerce prévoient d'enquêter davantage.

### **Une campagne pour cultiver l'aubergine génétiquement modifiée, illégale en Inde**

Des agriculteurs appartenant au *Shetkari Sanghatana*, un syndicat des agriculteurs du Maharashtra, [ont lancé une campagne pour cultiver l'aubergine génétiquement modifiée \(Bt Brinjal\), qui est illégale en Inde](#). Depuis 2019, certains agriculteurs de l'État cultivent ouvertement du coton tolérant aux herbicides (HTBt) et du Brinjal Bt pour s'opposer à l'interdiction par le gouvernement des cultures alimentaires génétiquement modifiées, demandant qu'elles soient approuvées car elles permettraient d'augmenter les revenus des agriculteurs. Le gouvernement indien n'a approuvé que le coton GM pour la culture commerciale en Inde. Depuis 2006, aucune nouvelle variété, y compris le coton, n'a été approuvée par le GEAC, l'organisme chargé d'autoriser les cultures GM dans le pays. Les dirigeants de *Shetkari Sanghatana* ont déclaré qu'en plus du coton HTBt, des graines de brinjal Bt et de soja HT sont disponibles sur le marché noir. On estime que 25 % des cultures de coton du Maharashtra sont des cultures de coton HTBt et qu'il existe un marché de plusieurs millions de dollars pour les semences GM illégales.

### **Présentation d'un projet de loi sur la gestion des engrais**

Le département des engrais a proposé un projet de loi - [Integrated Plant Nutrition Management Bill, 2022](#) - qui l'habilite à fixer le prix de vente maximum des engrais et à contrôler leur qualité ainsi que leur distribution. Le projet était ouvert aux commentaires des parties prenantes jusqu'au 26 février 2022. La proposition de

loi vise à promouvoir le développement et l'utilisation durable de fertilisants équilibrés et cherche à simplifier le processus de fabrication, de production, de distribution et de gestion des prix des fertilisants dans le pays.

### **Impact du conflit entre l'Ukraine et la Russie sur le secteur agricole indien**

La crise Ukraine-Russie devrait frapper l'approvisionnement en huile de tournesol sur le marché indien. Au 25 février 2022, environ [380 000 tonnes de cargaisons d'huile de tournesol d'une valeur de 570 millions de dollars en provenance de la région de la mer Noire](#) et à destination de l'Inde sont bloquées dans les ports et chez les producteurs, et les nouveaux achats sont au point mort. Cette situation pourrait entraîner une hausse des prix intérieurs ; toutefois, les experts du secteur estiment que l'impact sur les budgets des ménages sera limité, car les gens se tournent vers d'autres huiles comestibles. La crise pourrait également entraîner une augmentation des importations d'autres huiles comestibles, comme l'huile de soja du Brésil et des États-Unis, et l'huile de palme de Malaisie. L'Inde consomme environ 3,5 millions de tonnes d'huile de tournesol, ce qui représente 20 % du portefeuille total de ses huiles comestibles. Selon les données de 2019-20, l'Inde a importé près de 2,5 millions de tonnes d'huile de tournesol, dont 70 % en provenance d'Ukraine, 20 % de Russie et le reste d'autres pays, dont l'Argentine.

La crise en cours devrait également [affecter les prix mondiaux de l'orge](#), car l'Ukraine figure parmi les cinq premiers producteurs mondiaux d'orge. Les producteurs de bière nationaux sont inquiets car il pourrait y avoir une forte augmentation des prix de l'orge et une perturbation des approvisionnements. Même pour les brasseurs qui s'approvisionnent en orge localement, les



prix en Inde pourraient augmenter avec la hausse des prix mondiaux et les ruptures d'approvisionnement.

L'industrie indienne des engrais devrait également être touchée. L'Inde est totalement [dépendante des importations d'Ukraine et de Biélorussie pour ses besoins en potasse](#), qui s'élèvent à 3 millions de tonnes. Les entreprises indiennes d'engrais étudient actuellement les moyens de s'approvisionner en muriate de potasse (MoP) et en phosphate de di-ammonium (DAP) dans d'autres pays, compte tenu des obstacles probables à l'obtention de futures expéditions. Les sanctions imposées à la Russie pourraient également affecter les exportations d'engrais NPK vers l'Inde ainsi que la disponibilité du gaz naturel, du GNL et de l'ammoniac, entraînant une baisse de la disponibilité des engrais et une hausse des coûts, ce qui aurait un impact sur le coût de production.

En termes d'exportations, le marché russe reçoit environ 18 % des exportations de thé de l'Inde et les exportateurs s'inquiètent de [l'impact possible de la crise sur les exportations](#). Si les exportations vers la Russie sont touchées, une situation d'offre excédentaire pourrait se produire sur le marché intérieur, entraînant une chute des prix. La Russie reçoit également 15% des exportations totales de café de l'Inde.

La crise pourrait toutefois donner à l'Inde [l'occasion d'exporter davantage de blé sur le marché mondial](#), notamment au Bangladesh, en Égypte et en Turquie. L'Ukraine et la Russie sont les principaux fournisseurs de blé dans le monde. Selon des sources industrielles, le pool central de l'Inde s'élevait à 24,2 millions de tonnes, soit deux fois plus que le tampon et les besoins stratégiques du pays. L'Inde est également en concurrence avec l'Ukraine pour les

exportations de volaille vers le Moyen-Orient et pourrait gagner quelques parts de marché.

### **L'annonce du budget 2022-2023**

Le 1 février 2022 le gouvernement a présenté le budget annuel au parlement pour l'exercice 2022-2023. Dans son discours, le ministre a annoncé que l'agriculture naturelle sans produits chimiques serait encouragée dans le pays. Un soutien à la valeur ajoutée après-récolte, à l'augmentation de la consommation intérieure et aux exportations de millet a également été annoncé. Compte tenu de la demande croissante d'huiles comestibles au fil des années, un programme visant à augmenter la production nationale d'oléagineux sera également mis en œuvre, doté de 71 millions d'euros.

Le ministre a également annoncé que l'utilisation de drones sera promue dans l'agriculture et qu'un programme en mode PPP (partenariat public-privé) sera lancé pour fournir des services numériques et de haute technologie aux agriculteurs. La NABARD (National Bank for Agriculture and Rural Development) facilitera également la mise en place d'un fonds destiné à financer les start-ups de l'agriculture et des entreprises rurales, dans le cadre de la chaîne de valeur des produits agricoles.

L'allocation budgétaire au programme PM Gati Shakti a également été augmentée. Dans le cadre de ce programme, 100 nouvelles plates-formes logistiques ferroviaires seront développées pour améliorer la connectivité ferroviaire avec les petits et moyens agriculteurs et le secteur des MPME. Cela devrait permettre d'accélérer la chaîne d'approvisionnement, de réduire les coûts logistiques, d'assurer une circulation fluide des produits agricoles

à travers le pays et de contribuer à la réduction du gaspillage.

Par ailleurs, afin d'augmenter les exportations des produits marines de l'Inde, le gouvernement a également annoncé une forte réduction des droits de douane de base de 30 à 10 % sur les crevettes tigrées noires vivantes, que les agriculteurs utilisent pour la reproduction, et de 30 à 15 % sur le krill congelé, un aliment pour poissons, et sur l'huile d'algues dérivée de certaines algues marines pour la fabrication d'aliments aquatiques. Les droits sur les aliments pour animaux de compagnie ont été réduits de 30 % à 20 %. Les fruits importés tels que les oranges, les citrons, les limes, les raisins, les poires fraîches et les coings ont également bénéficié d'une réduction des droits de 40 à 30 %. En ce qui concerne les épices, les droits sur le poivre et les clous de girofle ont été réduits de près de moitié, alors qu'ils étaient de 70 %.

L'Inde a réduit la taxe à l'exportation sur les cuirs et peaux de buffle bruts de 40 % à 30%. L'Inde est le premier exportateur mondial de viande de buffle et les responsables de l'industrie ont demandé à New Delhi de supprimer la taxe à l'exportation.

Ci-dessous quelques allocations budgétaires importantes aux différents départements et programmes liés au secteur agricole :

### **Agriculture**

L'allocation budgétaire au Département de l'agriculture et du bien-être des agriculteurs a augmenté marginalement de 0,8 % du budget, passant de 14,53 milliards d'euros en 2021-22 à 14,65 milliards d'euros en 2022-23. L'allocation au titre du PM-KISAN, le programme qui fournit une aide au revenu à tous les agriculteurs possédant des terres, a augmenté de 4,6 %, passant de 7,68 milliards d'euros à 8,03 milliards d'euros en 2022-23.

Le régime d'assurance récolte (Crop Insurance Scheme - PMFBY) a connu une baisse d'environ 3 %, passant de 1,89 milliard d'euros à 1,83 milliard d'euros. L'allocation budgétaire au régime de prêts agricoles bonifiés à court terme (MISS) a resté presque la même que l'année dernière, à 2,3 milliards d'euros. *Rashtriya Krishi Vikas Yojna*, un programme qui fusionne des programmes antérieurs sur la micro-irrigation, la santé des sols, la mécanisation, etc., a reçu un budget de 1,23 milliard d'euros.

L'allocation aux subventions pour les engrais (Ministère des produits chimiques et des engrais) est restée inférieure de 25 % aux estimations budgétaires révisées de 2021-22, à 12,43 milliards d'euros.

Le département de l'alimentation et de la distribution publique (Ministère de la consommation, de l'alimentation et de la distribution publique) a vu son budget réduit de 26 %, avec le budget alloué aux Total Food Subsidy ou subventions alimentaires totales (pour l'achat et la distribution de céréales et du sucre) ramené de 28,7 milliards d'euros en 2021-22 à 24,4 milliards d'euros en 2022-23. Depuis le début de la pandémie, le gouvernement a acheté davantage de céréales aux agriculteurs pour les distribuer aux bénéficiaires dans le cadre du programme National Food Security Act, comme le montrent le budget réalisé de 2020-21 et le budget révisé de 2021-22. L'allocation budgétaire pour 2022-23 indique que le gouvernement achètera moins de céréales aux agriculteurs cette année.

Les subventions à l'industrie sucrière ont également diminué de manière significative. La subvention prévue pour les exportations de sucre et la commercialisation du sucre, dont le budget révisé est estimé à près de 414 millions d'euros en 2021-22, a été supprimée cette année. Les subventions à

l'exportation du sucre restent un [sujet contentieux à l'OMC](#).

Toutefois, l'achat de coton par la Cotton Corporation dans le cadre du régime de soutien des prix (Ministère du textile) a bénéficié d'une augmentation de 9,5 % de l'allocation budgétaire par rapport aux estimations révisées et a reçu 1,09 milliard d'euros.

### Industrie alimentaire

Le ministère des industries agroalimentaires a reçu 348 millions d'euros, soit une augmentation de 125 % par rapport à l'année dernière. 121 millions d'euros ont été alloués au nouveau régime PLI (pour les industries agroalimentaires). L'allocation budgétaire au PM *Formalisation of micro food processing enterprises scheme* (PM FME) a augmenté de 80% à 160 millions d'euros.

### Pêche, élevage et laiterie

Le département de la pêche a connu une augmentation de 73% de l'allocation budgétaire et a reçu 250 millions d'euros, au titre desquels 223 millions d'euros ont été alloués aux programmes de la révolution bleue qui visent à développer le secteur de la pêche en Inde, y compris le bien-être des pêcheurs. L'allocation budgétaire au département de l'élevage a augmenté de 19%, passant de 425 millions d'euros en 2021-22 à 507 millions d'euros en 2022-23, avec une augmentation significative de l'allocation pour le programme de santé et de contrôle des maladies du bétail.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique de New Delhi  
Rédacteur : Moulshree DAGAR  
Revu par : Benoît GAUTHIER

Pour s'abonner : [moulshree.dagar@dgtresor.gouv.fr](mailto:moulshree.dagar@dgtresor.gouv.fr)  
Crédits photo : ©DG Trésor